

# eco



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP16 - MOP 6, Cancun, Nov-Décembre 2010

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org)

## Le chemin du succès

Chers Ministres, c'est encore ECO ! Nous vous souhaitons la bienvenue à Cancun, et saluons votre engagement pour un accord global sur le réchauffement climatique !

Vos délégations ont travaillé dur. Vous faites maintenant face aux choix qui ont été clairement définis par les négociateurs, avec le soutien efficace des présidents et des facilitateurs. C'est à vous de jouer.

Mais à quoi ressemblerait un succès à Cancun ? Le point essentiel de la COP 16 est de poser les bases d'un accord équitable, ambitieux et contraignant à Durban en 2011. La confiance et l'engagement dans le processus de la CCNUCC seront renforcés si les parties agissent de concert et permettent de répondre aux attentes des citoyens un peu partout sur la planète. Il faut maintenant viser la mise en place d'un cadre permettant de trouver un accord en Afrique du Sud. Les conclusions de Cancun doivent clairement affirmer qu'une

seconde période d'engagement du Processus de Kyoto sera finalisée et approuvée à Durban, allant de paire avec un accord légalement contraignant du processus LCA.

Ce qui est certain, c'est que les objectifs de réduction des émissions qui sont actuellement sur la table sont insuffisants pour empêcher un changement climatique dangereux.

Cancun doit reconnaître l'écart de 5 à 9 gigatonnes mis en évidence par le PNUE, et établir un processus pour durcir ces objectifs d'ici Durban.

ECO vous rappelle aussi que le Plan d'action de Bali reconnaissait une fourchette de 25 % à 40 % en termes d'objectifs de réductions des émissions d'ici à 2020 pour les pays développés. Mais la science a progressé depuis, et nous savons qu'une réduction encore plus importante est nécessaire. Vos citoyens n'accepteront pas un accord à Durban qui confirmerait les bas objectifs

actuels de réduction, et le changement climatique désastreux qui en découlerait.

D'autres points essentiels doivent progresser : adaptation, transfert de technologies, renforcement de capacités, gestion des surplus d'UQA, REDD+... Il n'y a pas de raison pour que ces questions soient prises en otage par des agendas politiques étriqués et des intérêts nationaux mal estimés.

L'établissement d'un fonds climat équitable avec une décision suffisamment robuste pour en assurer la mise en place est le minimum que vous puissiez faire ici à Cancun. Les négociations ont également besoin d'avancées concrètes sur les sources de financements, et notamment la prise en compte des principales sources évoquées dans le rapport de l'AGF.

Messieurs-dames les Ministres : votre tâche ici n'est ni simple ni aisée. Elle n'en est pas moins essentielle pour restaurer la confiance dans ce processus, pour restaurer la crédibilité de vos gouvernements, et pour assurer un véritable futur pour nous tous.

## Faites vérifier votre Vision Partagée !

Chers délégués, il est peut-être le temps de prendre rendez-vous avec l'ophtalmologue. Votre vision commune s'est assombrie de façon alarmante. La science nous dit maintenant qu'une augmentation de la température au-dessus de 1,5°C se traduira par d'importantes conséquences environnementales et socio-économiques. Pourtant, fermant les yeux sur des recherches récentes, le nouveau texte LCA est vidé de toute référence à l'objectif de 1,5°C, omet d'intégrer les concentrations atmosphériques spécifiques, et ne fait aucune mention de l'année 2015 comme année de pic pour atteindre ces objectifs. En surface, les négociations sont ici



entre les nations. Mais la véritable négociation se déroule entre la société humaine d'un côté et la physique et la chimie de l'autre. Physique et chimie ont posé les cartes sur la table. Une atmosphère de plus de 350 parties par million de CO<sub>2</sub> et une élévation de température au-dessus 1,5°C sont incompatibles avec la survie de nombreuses nations présentes à ces pourparlers. En effet, plus

de 100 pays ont reconnu cette ligne de fond scientifique et ont adopté ces objectifs. ECO rappelle aux délégués que le compromis doit être scellé avec le climat lui-même, et le climat est peu enclin à marchander. Il appartient aux Parties de déterminer comment épouser la

ligne de fond. Reconnaître 1,5°C, 350 ppm, et 2015 comme année de pic dans la vision commune est une première étape essentielle vers la réalisation de cet objectif. La fenêtre de tir pour limiter la hausse de température à long terme à 1,5 °C se referme rapidement. Retarder la révision de cet objectif d'ici 2015, tel que proposé dans le cadre de l'actuel texte LCA, nous condamne aux regrets de ne pas avoir agi tant qu'il était possible d'éviter la catastrophe climatique. Ainsi, chers délégués, faites vérifier votre vision. Énoncez une vision partagée de limiter l'élévation de la température à 1,5 °C et les concentrations atmosphériques de CO<sub>2</sub> à 350 ppm. Avec une vue dégagée, vous pouvez jeter les bases pour les mesures supplémentaires nécessaires pour atteindre ces objectifs essentiels.

## Engagez-vous !

Les mots « forme légale » et « intégration des engagements » sont sur toutes les lèvres dans les couloirs du Moon Palace. Ce sont en effet des sujets cruciaux, et, comme de nombreuses Parties l'ont fait remarquer samedi lors de la plénière de mi-session, ECO aimerait vraiment que de sérieuses avancées sur le contenu des discussions voient le jour cette semaine.

Sous la voie du PK tout d'abord. Concernant les objectifs individuels et agrégés des pays de l'Annexe 1 pour la deuxième période d'engagement, il y a eu beaucoup de discussions sur la manière de les enregistrer. Mais qu'en est-il du niveau d'ambition de ces mêmes objectifs et de leur lien avec l'exigence scientifique ? En effet, le nouveau texte sur la table a tristement mis entre crochets la nécessité de rehausser ces objectifs de réduction au seul niveau acceptable scientifiquement, c'est-à-dire entre -25% et -40% d'ici 2020 par rapport à 1990. Il est donc indispensable que le mandat de négociation concernant la deuxième période d'engagement qui sera décidé à Cancun, inclut la révision de ces objectifs de réduction individuels et agrégés pour qu'ils rentrent dans la fourchette -25% -40%. ECO attend également des progrès sur les sujets épineux comme les règles de LULUCF et l'utilisation des surplus d'UQAs.

N'oublions pas non plus l'autre voie de négociation. En effet, les Parties de l'Annexe 1 qui ne sont pas dans Kyoto doivent prendre des engagements comparables à ceux négociés sous la voie du Protocole. Sur ce point, le texte de la Présidente contient des éléments de discussions intéressants mais doit être amélioré au plus vite. De nombreuses options sont ainsi sur la table quant à leur inclusion dans la décision finale, mais le gros souci d'ECO est ailleurs. Quel que soit l'endroit où les objectifs finissent leur course, il est indispensable que soit reconnu le « gigatonne gap » mis en lumière de manière très claire par le PNUE dans son rapport sur le sujet.

Comme pour le PK, le texte du LCA n'inclut pour le moment aucune référence quantitative quant aux émissions nécessaires pour limiter l'augmentation des températures mondiales bien en dessous de 2°C, sans même parler de 1,5°C. Cela doit être la priorité numéro 1.

La reconnaissance de cette inadéquation entre science et politique devra s'accompagner de la création du processus permettant de concilier ces deux voies.

Par contre, ECO est très content de voir que

l'élaboration de Stratégies de Développement Sobres en Carbone (LCAP en Anglais) fait consensus et transparait dans le texte. Il s'agit en effet d'un outil indispensable pour atteindre l'objectif final de limitation des températures et leur création permettrait d'envoyer un message très positif concernant le sérieux des engagements pris par les pays industrialisés.



Le changement climatique exige que l'on garde constamment un œil sur ce que préconise la science. La revue intégrée au chapitre V du texte de la Présidente offre le cadre approprié pour cela.

La référence au 1,5°C dans le texte actuel est la bienvenue mais ECO est inquiet de voir que la révision des objectifs de réduction sur cette base de température ne se ferait qu'en 2015. On sait déjà que c'est la date fatidique à laquelle les émissions mondiales devront atteindre leur maximum... Et encore une fois, le processus de mise à jour des objectifs de réduction d'émissions reste flou et doit être fixé avant que nous ne quittions le Mexique. Consolider ce lien entre science et politique afin d'ouvrir la voie à un accord mondial sur le climat d'ici l'Afrique du Sud est donc l'un des points central de cette semaine qui s'ouvre ici à Cancun. Sans cette pierre angulaire, tout consensus obtenu d'ici samedi aura l'air bien fragile.

## Santé & climat

Les marchés sont tendus, les taux d'intérêt élevés. Ici, à la COP16, ce sont les négociateurs qui sont tendus et leur pression sanguine qui est élevée, alors qu'ils tentent de refermer la plaie béante du « gigatonne gap ». Heureusement, il y a bien des docteurs « dans l'avion » et leur rapport climatico-médical souligne les avantages d'une cure de désintoxication de nos émissions de GES.

Nous sommes tous d'accord : le sport, c'est la santé. Les changements en matière de politique de transports ainsi que la réduction du sédentarisme, nécessaires à la réduction de nos émissions de GES, peuvent sauver des vies, indique la revue médicale « The Lancet ». Ainsi, les maladies coronariennes peuvent baisser de 20%, le cancer du sein de 12% et la démence de 8%. Les taux de maladies respiratoires (tel l'asthme) chutent quant à eux lorsque la pollution diminue – phénomène également observé lorsque l'on remplace les fours traditionnels par des technologies plus « propres » dans les pays du Sud. De même, les taux de maladies cardiaques, d'ostéoporose, de diabète, d'obésité et de dépression diminuent. Une réduction appropriée de la consommation de viande et de graisse permet en outre de diminuer les taux de maladies cardiaques de 15%, et pourrait réduire les taux de cancer de l'intestin. « The Lancet » montre que ces résultats s'observent partout dans le monde, y compris au Royaume-Uni, en Inde et en Chine.

Une main d'oeuvre en meilleure santé permettra d'accroître la productivité et de

réduire les coûts de santé publique. Ces résultats devraient encourager l'UE à revoir ses ambitions à la hausse pour passer à un objectif d'au moins -30% d'émissions de GES d'ici 2020. Passer de -20% à -30% permettrait d'économiser 30 milliards d'euros chaque année en soins médicaux – soit presque les 2/3 des 46 milliards d'euros annuels que coûterait ce changement selon la Commission Européenne. Autrement dit, les 2/3 des coûts d'atténuation peuvent être financés par des économies de santé.

Un autre exemple, plus proche de Cancun : une baisse de 10% de la pollution liée aux émissions de particules dans la ville de Mexico permettrait d'économiser 760 millions de dollars par an.

Mardi, une réunion dans le pavillon des Etats-Unis soulignait les terribles impacts des changements climatiques sur la santé humaine. Le changement climatique pourrait se payer cher en souffrance humaine. Des objectifs ambitieux d'atténuation peuvent éviter ceci, et permettre en même temps de sauver des vies et de générer des économies financières. Prenons le médicament, montrons de l'ambition, et soignons ce gigatonne gap. Et tant que nous y sommes, rendons les états en meilleure santé, plus heureux et plus riches.

Aujourd'hui, lundi 6 décembre est le « Jour de la Santé » à Cancun.

Verrons-nous une déclaration des délégués, soutenue par les secteurs de la santé ?

# ECO cherche ministre pour faire sa Une

Cher-e-s Ministres ?

Vous avez toujours rêvé de faire la Une de ECO et de montrer à votre famille comment vous avez bien travaillé à Cancun ?

Nous avons la solution !

Alors que nous nous embourbons dans des questions sensibles sur le Protocole de Kyoto, il ne vous a pas échappé que les propositions en cours sur LULUCF ne permettront pas d'arriver à un accord sérieux et ambitieux sur la question de la comptabilité des émissions des forêts dans les pays industrialisés. N'essayez pas de vous casser la tête sur un texte complexe, contentez vous de boucher les trous et de supprimer les échappatoires. Chiche ?! ECO s'engage à mettre votre décision en première page, et vous pourrez rentrer à la maison avec les félicitations du jury, parce que votre pays aura fait quelque chose de vraiment concret pour réduire les émissions. Pour bien comprendre le problème, dites vous simplement que le texte proposé, permet aujourd'hui une augmentation des

émissions annuelles de 451 MTCO<sub>2</sub>. Ce n'est pas rien ! Au cas où vous l'auriez oublié, Copenhague prévoyait une réduction des émissions, pas une augmentation.

Et quelle crédibilité comptez vous avoir en demandant aux pays en développement de réduire la déforestation si à la maison vos émissions liées à la forêt augmentent ?

ECO vous suggère aussi de profiter des idées déjà sur la table pour vous faire bien voir : prise en compte d'une référence historique (Tuvalu) ; approche combinant référence historique et projections (Groupe Africain) ; définition des règles et des dates pour les niveau de référence ; retour aux règles en place pour la première période d'engagement... La plupart de ces options doivent être analysées sur leur capacité à permettre de boucher le trou des émissions. ECO vous rappelle aussi que les règles de comptabilité du LULUCF doivent être obligatoires, et ne pas s'appliquer uniquement à la gestion des forêts. C'est notamment le cas des tourbières et zones

humides. Mais il ne faut pas que cela se fasse au détriment de la qualité des règles. L'objectif de ce processus, c'est bien d'améliorer les règles, pas juste d'en produire de nouvelles.

Et ECO n'est pas dupe sur une autre échappatoire que certains tentent d'utiliser. Le texte prévoit en effet d'exclure de la comptabilisation des émissions les feux de forêt et autres événements climatiques extrêmes. Or, certaines Parties tentent de détourner ces cas de force majeure pour faire exclure de leur comptabilité carbone toutes les perturbations environnementales, afin de réduire leurs engagements.

ECO rappelle que la plupart des perturbations environnementales, et même celles liées au changement climatique peuvent être anticipées, ce qui veut dire que les cas de force majeure doivent être strictement encadrés, pour empêcher les mauvais joueurs de tricher.

Alors, si vous avez toujours envie d'être en Une de ECO, vous savez ce qu'il vous reste à faire : prenez votre journal avec vous pendant les groupes de travail, et commencez à boucher les trous.

## Gratter des financements

C'est parti ! Entre deux piqûres de moustique, les ministres ont été briefés, et les nouveaux textes de négociations ont été soigneusement analysés par les délégués... Mais les démangeaisons et le nombre important de sujets sur la table ne doivent pas faire oublier aux Ministres qu'il ne reste plus que deux ans pour mettre en place une nouvelle architecture financière, avant l'expiration des financements précoces en 2013.

ECO voudrait faire ici une piqûre de rappel aux délégués : oubliez les moustiques, vous avez une multitude de nouvelles sources de financements à portée de main !

Il faut maintenant créer un processus pour discuter concrètement des sources du financement de long terme, avec un vrai plan de travail et l'objectif de trouver un accord d'ici l'an prochain à la COP 17. Il est impératif d'avancer sur les sources de financements, en reconnaissant que les besoins d'adaptation et d'atténuation rend inévitable une augmentation des volumes financiers, au-delà des 100 milliards de dollars prévus à Copenhague.

Pourtant, le nouveau texte du LCA demande qu'une attention particulière soit portée aux

nouvelles sources de financement, mais ne prévoit aucun processus de discussion sur ce thème. Est-ce que les pays veulent vraiment revivre une année d'hésitation et de tergiversations sur ce thème ? Pour ECO, ce sujet est un sujet politique, pas technique, et doit donc être discuté au sein du LCA, et non pas délégué au SBI ou à un groupe de travail supposé se concentrer sur l'architecture d'un nouveau fonds.

En 2010, la question des sources de financement a été laissée de côté, en attendant les résultats du groupe de travail de haut niveau sur les financements du climat (AGF). Celui-ci a rendu sa copie. Et si ECO est déçu que ce rapport laisse trop de place à la finance carbone et que les banques de développement soient considérées comme des sources au lieu de n'être que des canaux, ce rapport a quand même le mérite de poser sur la table la plupart des options. C'est un point de départ incontournable des négociations.

L'une des premières sources de financement provient directement des budgets des pays industrialisés. Cela continuera, dans les années à venir à être une des premières contributions, et la mise en place d'une grille d'évaluation de ce financement est une

composante essentielle du processus.

Mais il faudra surtout, pour changer d'échelle en matière de finance, trouver de nouvelles sources, rapidement disponibles. La mise à contribution du secteur aérien et maritime répond à ce cahier des charges.

L'AGF a mis sur la table un mécanisme qui résout les problèmes d'équité. Il propose la mise en place d'un reversement aux pays en développement afin d'assurer qu'ils ne souffriront pas d'effet néfastes de la mise en oeuvre de cette proposition. Dans le secteur maritime, celui-ci serait basé sur la part des importations totales de chaque pays. Pour l'aviation, plusieurs options sont sur la table. Alors que les pays en développement recevraient le reversement, le pays industrialisés attribueraient leurs revenus à un fonds pour l'adaptation et l'atténuation administré par la CCNUCC. Cette proposition, faite par le Chili, doit ainsi compléter le texte du président du LCA sur le transport aérien et maritime. Mais il faut aller au delà, et définir un calendrier et un programme de travail précis pour préparer des décisions en Afrique du Sud sur les sources de financement. Et si les négociateurs n'avancent pas sur ce point, ECO encourage tous les moustiques de la mangrove à venir piquer les fesses des négociateurs.

## Le juste Fonds Climat

Plus de 200 organisations de la société civile lancent aujourd'hui un appel pour la mise en place d'un fonds équitable sur le climat ici à Cancun. Il est nécessaire que les ministres consacrent assez de temps et d'énergie à ces questions essentielles pour ceux qui souffrent déjà des impacts du changement climatique.

Soyons clairs. Aujourd'hui, les pauvres sont perdants sur les deux tableaux. Ce sont les premières victimes de la crise climatique mais aussi et surtout de la crise économique, et donc de l'absence de volonté sur les financements pour le climat. Et puis tout le monde sait que les financements déjà existants n'ont pas aidé les populations les plus vulnérables, mais uniquement un petit groupe de pays, laissant de surcroît de côté l'adaptation et la participation des populations locales concernées, notamment les femmes.

Il est plus qu'urgent de repartir sur de nouvelles bases, pour aider les pays en développement à renforcer leur résilience face au changement climatique, protéger leurs forêts, et adopter des modes de développement sobre en carbone. Le marché du carbone est vraiment inadapté à ces besoins, aussi bien sur la forme que sur le fond. Il faut donc de l'argent public.

Afin d'être vraiment équitable et efficace, le nouveau fonds devra marquer un véritable tournant dans la gestion des financements sur le climat à destination des plus pauvres. Il ne s'agit pas juste de lancer un nouveau processus. Il faut un engagement et des décisions politiques sur la nature du fonds.

Cela implique à minima un fonds :

- établi et conçu sous l'égide de la CCNUCC
- qui donnera aux pays en voie de développement une juste représentativité
- qui assurera que soit pris en considération à la fois l'équité entre les genres dans son devenir et que les organisations et les communautés les plus touchées aient une voix qui porte.
- qui garantira qu'au moins 50% des fonds soient dédiés à l'adaptation.
- qui donnera un accès direct à ces fonds aux pays en voie de développement
- qui s'assurera que les communautés vulnérables, particulièrement les femmes et les communautés indigènes, soient intégrées dans les processus nationaux de gestion des fonds.

Ces principes sont clairs, maintenant, c'est aux ministres de jouer.

## Des stratégies locales pour nourrir la gouvernance internationale !

Après 20 ans d'échec des politiques internationales et nationales de développement, la communauté internationale ne tire toujours pas les leçons de ses échecs. Face aux impacts du changement climatique, les politiques de développement se révéleront inadaptées tant qu'elles n'intégreront pas la résilience et la sobriété énergétique. Pragmatique et innovante, l'approche locale s'avère plus efficace pour relever ce défi. Les ONG

membres du Réseau Climat & Développement le prouvent par leur expérience du terrain. L'approche est intégrée : elle articule la lutte pour le développement et contre le changement



climatique au sein des politiques et stratégies.

L'approche est locale : la collectivité est la plus à même de comprendre et de répondre aux besoins des communautés vulnérables.

L'approche est bottom-up : les politiques locales intégrées doivent nourrir les débats internationaux, notamment pour mobiliser des financements adaptés. Là où les négociations échouent, les communautés locales s'accrochent et réussissent.

Négociateurs déconnectés des réalités du terrain, sachez que le terrain, lui, compte investir l'arène internationale et ne lâchera rien.

## Un MDP plus blanc que blanc

Le manque d'intégrité environnementale du MDP entache la réputation du processus multilatéral international. En décembre 2009, le Bureau Exécutif du MDP a ainsi enregistré son tout premier projet de centrale à charbon, générant ainsi deux réactions : une immense vague de protestations d'un côté et l'émergence d'une foule d'autres projets similaires de l'autre. Au lieu de tenir compte des critiques de la société civile à son égard, le Bureau Exécutif du MDP s'est empressé de donner son accord à une deuxième super centrale à charbon d'une puissance de 1 100 MW grâce à une méthodologie défectueuse. Ce nouvel écart sur la voie de l'intégrité environnementale du MDP a envoyé un message très négatif. Aujourd'hui, il y a de quoi s'émerveiller en observant la course au charbon dans le MDP. Ainsi 20 projets de centrale à charbon sont dans les tuyaux et notamment le projet Sasan en Inde pour une centrale « Ultra Mega Power » d'une puissance de 4 000 MW. Sasan pourrait recevoir jusqu'à 4 millions de crédits carbone par ans tout en rejetant près de 20 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>...

La tentative de relabéliser la technologie des centrales à charbon « supercritiques » comme une option propre et additionnelle est presque d'une dimension Orwellienne. Elle n'est en aucun cas additionnelle pour les pays émergents et ne devrait jamais éligible au titre du MDP. C'est un scandale environnemental : ces crédits carbone pour des centrales à charbon non additionnelles nous privent des réductions d'émissions dont nous avons désespérément besoin, ne contribuent pas au développement durable et nous entraînent sur la pente des énergies fossiles pour des décennies.

Le Bureau Exécutif du MDP doit urgemment gommer cette tache de charbon qui salit tous nos efforts ici à Cancun.



## Fossile du Jour

### #1 - Canada

Le Canada ne s'engagera pas sur une seconde période du protocole mais continue à clamer que « *personne n'essaye de tuer Kyoto !* ».

### REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le ministère français de l'écologie (MEDDTL) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglais. ECO français est disponible sur :

[www.rac-f.org](http://www.rac-f.org)